

sentant du ministère des Affaires extérieures se tient là-bas. Je m'oppose à ce que les membres américains de cette commission connaissent tous les détails de la défense du Canada et nos intentions, à ce que la correspondance et les plans soient communiqués au Sénat des Etats-Unis avant même d'être déposés à la Chambre.

Si l'Angleterre et les dominions restent unis, la victoire est à nous. De 1923 à 1937, l'Angleterre dirigée par MacDonal, Baldwin et les autres, livrée aux mains des pacifistes, a mis au rancart une bonne partie de son armée et de sa marine. La définition d'un navire de ligne a été modifiée. Elle a réduit le nombre de ses navires de ligne de 75 à 50; elle a refusé de construire de nouveaux destroyers et en une seule année elle a réduit de 5 millions de livres les crédits de sa marine et de son aviation. Et nous avons partagé cette responsabilité. Le fameux statut de Westminster, cette loi qui désagrège l'Empire britannique, laisse au Canada la surveillance de tout son littoral en dehors de la limite de trois milles. Voilà quelques-unes des causes de la guerre actuelle. Je me suis toujours opposé à l'établissement d'ambassades dans toutes les parties du monde. Si nous continuons dans cette voie du séparatisme, nous allons causer la chute de l'Empire. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont refusé de tirer parti de certaines des clauses principales de ce statut et sont plus étroitement unies à la mère patrie.

Nous savons tous quelles ont été les conséquences de ce statut dans l'Irlande du Sud. L'Angleterre a renoncé aux bases qu'elle possédait en ce pays, mais nous savons ce que ce geste a entraîné de difficultés et de destruction, de pertes en navires et en marins anglais ainsi qu'en marins canadiens. L'Irlande du Sud a abrogé la loi de neutralité, aboli le poste de lord-lieutenant, renoncé aux appels au Conseil privé, fait disparaître l'effigie du roi de ses timbres et de sa monnaie; elle s'est formée en république. Voilà quelques-uns des résultats qu'a donné dans un dominion cette politique de séparatisme au sein de l'Empire.

J'ai beaucoup de respect pour le premier ministre. Il travaille fort, il s'est donné beaucoup de peine pour étudier ces problèmes et il mérite qu'on lui sache gré de ce qu'il a fait. Mais cette politique de séparatisme, en laissant croire à Hitler que les dominions ne seconderaient pas l'Angleterre, a été fatale à l'Empire, car elle a amené inconsciemment Hitler à s'imaginer que les dominions n'appuieraient pas la Grande-Bretagne. Le premier ministre est allé en Allemagne, s'est entretenu avec Hitler et à son retour a eu l'amabilité de nous raconter sa visite. Cette visite de notre premier ministre m'a fait plaisir. Je ne connais pas Hitler. Je n'ai jamais eu le plaisir de faire sa

connaissance, mais j'ai rencontré Von Ribbentrop lorsqu'il était la coqueluche de nos salons et figurait dans toutes les réunions mondaines et sportives. Il est parti avec de bons renseignements sur le pays. Bon nombre de mes collègues en cette Chambre sont allés à Genève. L'ancien représentant de Grey-Bruce avait proposé mon nom mais heureusement je n'y suis pas allé et n'y serais pas allé pour rien au monde. L'honorable représentant de Selkirk y est allé faire un petit tour et j'en ai été heureux. Ce cri de "La Société des Nations et rien que la Société des Nations" et la politique de sécurité collective sont responsables de l'état de choses qui existe dans le monde à l'heure actuelle et qui menace de destruction non seulement la Grande-Bretagne, mais la religion et la civilisation, car la Grande-Bretagne se bat pour son existence même. L'an dernier nous comptons sur la France; aujourd'hui nous comptons sur les Etats-Unis, mais en fait notre sort dépend de la bataille de Londres et de l'Angleterre et de nous-mêmes. Si nous restons unis et comptons sur nous-mêmes, nous pouvons être assurés de la victoire.

M. NICHOLSON: Je remarque que le crédit relatif à notre légation à Paris a été réduit de \$75,000 à \$12,000. Combien de personnes font encore partie de notre ancienne légation à Paris?

Le très hon. MACKENZIE KING: Le ministre, le colonel Vanier, ne fait pas actuellement partie de la légation; il s'est rendu à la demande du Gouvernement et a accepté un poste dans la commission de défense canado-américaine. M. Dupuy, qui occupait le second rang, est maintenant chargé d'affaires de notre légation de France. Son quartier général est à Londres actuellement, mais il est aussi chargé d'affaires de nos légations de Hollande et de Belgique. Il a à son service un sténographe et un messenger. C'est tout ce que comprend la légation aujourd'hui.

L'honorable député remarquera que le Gouvernement demande une somme globale; c'est pour qu'il soit possible de transférer les membres du service diplomatique d'un poste à un autre, au besoin. Nous suivons la coutume du Royaume-Uni à cet égard, et je ne crois pas qu'il y ait de meilleure année que celle qui vient de s'écouler pour montrer l'opportunité de cette méthode de voter des deniers aux fins du service diplomatique. Si je fais cette remarque c'est que nous avons dû faire des mutations assez rapides d'une partie à une autre de l'univers.

L'hon. M. HANSON: C'est un cas de force majeure.

Le très hon. MACKENZIE KING: A cause de circonstances qui nous échappaient. Actuel-